

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2548

20 septembre 2014

SOMMAIRE

Alpina Real Estate Company III SCA	122271	Muse Holdings S.à r.l.	122269
Ashton Arcades S.A.	122270	OLB Prop Co. A S.à r.l.	122263
ASM Services S.à r.l.	122304	OLB Prop Co. B S.à r.l.	122263
Bodmer S.A.	122260	Optique Lorraine S.à r.l.	122264
BRZ Fund	122259	Orgal S.A.	122259
C5 Partners S.C.A.	122304	Orion Master II Luxembourg S.à r.l.	122264
Cicrazy S.A.	122292	OW Lux S.à r.l.	122262
Dagen Property Limited S.à r.l.	122267	Paddock Fund Administration S.A.	122258
Design Carrelages S.A.	122304	Palladium Securities 1 S.A.	122262
Dream GP S.à r.l.	122267	Patron Capital Europe S.à r.l.	122263
Dream Luxco S.C.A.	122267	PCAM Issuance S.A.	122263
Dundee International (Luxembourg) Investments 11 S.à r.l.	122267	PCA SICAV-SIF, SCA	122262
Irimi S.A.	122259	PCA SICAV-SIF, SCA	122265
Logiparts S.A.	122261	Perseus Holdings S.A.	122264
LOGISTIS Germany Luxembourg 1 S.à r.l.	122261	Plaza Investment (Europe) S.à r.l.	122261
LOGISTIS Germany Luxembourg S.à r.l.	122260	Projetec S.à r.l.	122264
Lony Finance & Investment S.A.	122268	Quaesta Capital Umbrella SICAV-SIF	122265
Lotharingen Finanz AG	122261	"Sardio Investments" S.à r.l.	122281
Mapfre Warranty S.A.	122268	Silicon Investment S.à r.l.	122273
Mapfre Warranty S.A.	122268	Soho Media Solutions	122266
Marine Projects (Luxembourg) S.A.	122268	Span	122292
MGE Miramas S.à r.l.	122269	Sula Family Wealth S.à r.l.	122260
MGE Vernon S.à r.l.	122270	Syré Zahntechnik S.à r.l.	122266
Milhem Europe S.A.	122270	Thermo Fisher Scientific Chromatography Holdings S.à r.l.	122267
Minit S.A.	122258	Treeforlife S.à r.l.	122291
Moma Topco S.à r.l.	122269	Van Der Beek I.T. S.à r.l.	122266
Montigny Vieil-Etang S.à r.l.	122258	VAPC (Lux), S.à r.l.	122266
Morgan Stanley Liquidity Funds	122258	Vector Cambium (Lux) 1, S.à r.l.	122265
Mor Lux s.à r.l.	122258	Victoria Beteiligungs- und Finanzgesellschaft S.à r.l.	122266

Mor Lux s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4575 Differdange, 50, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 183.119.

Le nouveau siège sociale de la société MOR LUX s.à.r.l., numéro registre de commerce B 183119, se trouve à L-4575 DIFFERDANGE, 50 Grand-Rue.

Référence de publication: 2014105169/9.

(140125664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Morgan Stanley Liquidity Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 1B, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 174.137.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014105170/10.

(140125038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Montigny Vieil-Etang S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 156.020.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014105168/10.

(140126016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Minit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 109.893.

Les comptes consolidés au 31/03/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Minit S.A.

Axel Rust

Référence de publication: 2014105167/12.

(140125287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

PFA, Paddock Fund Administration S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 147.823.

Société anonyme fondée le 10 Août 2009 et publication dans le Mémorial C-No 1834.

Les comptes annuels de 2013 ont été clôturés au 31 Décembre 2013 et ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/07/2014.

Paddock Fund Administration S.A.

Référence de publication: 2014106998/13.

(140127577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Irimi S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 8.153.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2014

1. La liquidation de la société IRIMI S.A. est clôturée.
2. Décharge est accordée au liquidateur et commissaire de liquidation pour l'exécution de leurs mandats.
3. Les livres et documents sociaux sont déposés au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

Extrait certifié sincère et conforme

MERLIS S.à r.l.

Signatures

Le Liquidateur

Référence de publication: 2014107648/17.

(140128473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

BRZ Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 174.840.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 18 juillet 2014 et a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a pris note de la démission de M. Allan Hadid en date du 4 juin 2014.
2. L'Assemblée a reconduit les mandats des administrateurs suivants pour une période d'une année jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2015.
 - Mr Scott Frank, 609, White Pine rd, USA - NJ 07417 Franklin Lanes
 - Mr Piers Metcalfe, 44, Catherine Place, GB-SWIE 6HL Londres
 - Mr Marc Wenda, 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
3. L'Assemblée a reconduit le mandat du Réviseur d'Entreprises Agréée KPMG Luxembourg S.à r.l., pour une durée d'un an jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2015.

Référence de publication: 2014108241/18.

(140129341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Orgal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 57.960.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 4 juillet 2014, l'actionnaire unique a pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat des administrateurs suivants:
 - Noëlla Antoine, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
 - Ruth Sandelowsky, avec adresse au 9, Laubehof, Metallstrasse, 6300 Zug, Suisse
 - Steven Sandelowsky, avec adresse au 9, Laubehof, Metallstrasse, 6300 Zug, Suissepour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015.
2. Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes d'Alter Domus Luxembourg S.à r.l., avec siège social au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106993/19.

(140127997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Sula Family Wealth S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 181.979.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09.04.2014.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2014103517/12.

(140122210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

LOGISTIS Germany Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 185.747.

Extrait des résolutions écrites de l'actionnaire unique du 15 juillet 2014

En date du 15 juillet 2014, l'actionnaire unique de la société a décidé ce qui suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Frédéric BARZIN né le 22 Octobre 1964 à Uccle (Belgique), de son mandat en qualité de gérant de la Société avec effet au 15 juillet 2014,

- de nommer Quentin VERSCHOREN, né le 8 Février 1977 à Ixelles (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 5 allée Scheffer, L - 2520 Luxembourg, en qualité de gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet au 15 juillet 2014.

Référence de publication: 2014104212/15.

(140124020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Bodmer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 130.009.

*Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le 24 juin 2014**4^{ème} résolution:*

L'Actionnaire Unique décide de révoquer l'Administrateur Unique, avec effet immédiat.

L'Actionnaire Unique décide de nommer comme nouveaux Administrateurs, avec effet immédiat, Madame Johanna SCHADECK, résidant professionnellement au 15, rue Astrid, L-1143 Luxembourg, Madame Annabelle GIOVANARDI, résidant professionnellement au 15, rue Astrid, L-1143 Luxembourg et la société à responsabilité limitée CRB CONSULTING S.à r.l, ayant son siège social au 46, route de Luxembourg, L-7240 Bereldange, R.C.S. Luxembourg B184.134., avec comme représentant permanent Monsieur Christophe BLONDEAU, Gérant, avec adresse professionnelle au 46, route de Luxembourg, L-7240 Bereldange.

Leur mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2020.

5^{ème} résolution:

L'Actionnaire Unique décide de révoquer le Commissaire aux Comptes avec effet immédiat.

L'Actionnaire Unique décide de nommer comme nouveau Commissaire aux comptes, la société à responsabilité limitée FASCONTROL S.à r.l, avec siège social au 15, rue Astrid, L-1143 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B180.135.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2020.

7^{ème} résolution:

L'Actionnaire Unique décide de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la Société du 19, rue Eugène Ruppert au 15, Rue Astrid, L-1143 Luxembourg.

Pour BODMER S.A.

Le mandataire

Référence de publication: 2014108228/27.

(140129800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Lotharingen Finanz AG, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 17.631.

Les comptes annuels au 30 novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104219/9.

(140124500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Logiparts S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 44.637.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014104210/10.

(140123916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

LOGISTIS Germany Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 185.873.

Extrait des résolutions écrites de l'actionnaire unique du 15 juillet 2014

En date du 15 juillet 2014, l'actionnaire unique de la société a décidé ce qui suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Frédéric BARZIN né le 22 Octobre 1964 à Uccle (Belgique), de son mandat en qualité de gérant de la Société avec effet au 15 juillet 2014,
- de nommer Quentin VERSCHOREN, né le 8 Février 1977 à Ixelles (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 5 allée Scheffer, L - 2520 Luxembourg, en qualité de gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet au 15 juillet 2014.

Référence de publication: 2014104213/15.

(140124019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Plaza Investment (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 176.654.

Il est à noter que l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de révoquer de Monsieur Hervé Marsot de son mandat de gérant de la Société avec effet au 10 juillet 2014;
- de nommer Madame Ghizlane Gryp, née le 29 août 1983 à Rouen, France, demeurant professionnellement au 41 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en tant que nouvelle gérante de la Société avec effet au 10 juillet 2014 et pour une durée indéterminée;

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de:

Madame Stéphanie Duval, gérante,

Madame Ghizlane Gryp, gérante,

Monsieur Antoine de Oliveira e Castro, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Plaza Investment (Europe) S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014106006/20.

(140126361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

PCA SICAV-SIF, SCA, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 173.068.

Le rapport annuel audité au 31 décembre 2013, tel qu'approuvé par l'assemblée générale des actionnaires en date du 10 juillet 2014, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014106025/13.

(140126143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Palladium Securities 1 S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Capital social: EUR 227.272,50.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 103.036.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 23 mai 2014:

- Le mandat de KPMG Luxembourg S.à r.l. de 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, le réviseur d'entreprise agréé de la société, est renouvelé.

- Le nouveau mandat de KPMG Luxembourg S.à r.l. prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015 statuant sur les comptes annuels de 2014.

Luxembourg, le 23 mai 2014.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014105996/16.

(140126631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

OW Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: DKK 855.000,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 181.498.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société OW Lux S.à r.l. (la «société») du 1^{er} juillet 2014

1. Acceptation de la résignation de Monsieur Claes-Johan Gustaf Geijer, né le 15 juin 1957 à Hedvig Eleonora, Stockholm, Suède, résidant au 31 Rue Franz Clement, L-1345 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet le 30 juin 2014.

2. Acceptation de la résignation de Madame Anke Jager, née le 22 avril 1968 à Salzgitter, Allemagne, résidant professionnellement au 7, rue Lou Hemmer, Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérante de catégorie B de la Société avec effet le 30 juin 2014.

3. Acceptation de la nomination de Madame Hanna Duer, née le 7 mai 1966 à Gentofte, Danemark, résidant au 99 Rue Centrale, L-4499 Limpach, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérante de catégorie A de la Société avec effet le 1^{er} juillet 2014.

4. Acceptation de la nomination de Mademoiselle Dalia Ziukaite, née le 17 juin 1983 à Alytus, Lituanie, résidant professionnellement au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérante de catégorie B de la Société avec effet le 1^{er} juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014105995/25.

(140126132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

OLB Prop Co. A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 162.057.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105987/9.

(140126593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

OLB Prop Co. B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 162.055.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105988/9.

(140126592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Patron Capital Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 82.868.

Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2012 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 08 juillet 2014, sous la référence L140116371 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106001/12.

(140126397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

PCAM Issuance S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 143.223.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 11 avril 2014:

- Le mandat de Ernst & Young S.A. de 7, Rue Gabriel Lippman, Parc D'Activité Syrdall 2, L - 5365 Munsbach, Luxembourg, le réviseur d'entreprise agréé de la société, est renouvelé.
- Le nouveau mandat de Ernst & Young S.A. prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015 statuant sur les comptes annuels de 2014.
- Le mandat de Mme. Heike Kubica, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, administrateur de la société, est renouvelé.
- Le nouveau mandat de Mme. Heike Kubica prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017 statuant sur les comptes annuels de 2016.
- Le mandat de Mme. Marion Fritz, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, administrateur de la société, est renouvelé.
- Le nouveau mandat de Mme. Marion Fritz prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017 statuant sur les comptes annuels de 2016.

Luxembourg, le 11 avril 2014.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014106027/24.

(140126451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Optique Lorraine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1617 Luxembourg, 11, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 141.443.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105990/9.

(140126746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Orion Master II Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.162.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 101.499.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105992/9.

(140126165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Perseus Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 157.465.

EXTRAIT

En date du 03 juin 2014, les actionnaires ont pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Harald Stöber, en tant qu'administrateur A, est acceptée avec effet au 9 mai 2014.
- La démission de Monsieur Wim Rits, en tant qu'administrateur B, est acceptée avec effet immédiat.
- La démission de Monsieur Lutz Freitag, en tant qu'administrateur A, est acceptée avec effet au 24 avril 2014.
- Madame Diana Dumitru, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élue nouvelle administratrice B de la société avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2018.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106003/16.

(140126845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Projeteq S.à r.l., Société Anonyme.

Siège social: L-9749 Fischbach, 9, Giallewee.

R.C.S. Luxembourg B 99.998.

Auszug aus dem Protokoll der Außerordentlichen Generalversammlung vom 18. April 2014

Der einzige Teilhaber beschließt wie folgt:

Erster und einziger Beschluss:

Gemäß eines Anteilsveräußerungsvertrags vom 17. April 2014 sind die Anteile nunmehr wie folgt verteilt:

MEYER ROLF KG, Kommanditgesellschaft belgischen Rechts, mit Sitz in B-4780 Sankt Vith, Marianusstraße, Emmels 6, Unternehmensnummer: 0828.158.878, einhundert Anteile	100
TOTAL	100

In seiner Eigenschaft als Geschäftsführer der Gesellschaft, erklärte Herr Rolf MEYER, die Anteilsabtretung im Namen der Gesellschaft anzunehmen, gemäß Artikel 1690 und f. des Zivilgesetzbuchs.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, den 18. Juli 2014.

Für PROJETEC S.à r.l.

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2014106038/20.

(140126470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

PCA SICAV-SIF, SCA, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 173.068.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 10 juillet 2014 que:

- Le mandat du réviseur d'entreprises agréé est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes se terminant au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le fonds

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014106024/16.

(140126141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Vector Cambium (Lux) 1, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 164.782.

—
Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 28 mai 2014

Le siège de la société a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet immédiat.

Veillez prendre note que Messieurs Ludovic TROGLIERO et David CATALA, gérants B, résident désormais professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Vector Cambium (Lux) 1, S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014107206/16.

(140128036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Quaesta Capital Umbrella SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 138.552.

—
Extrait rectificatif des Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 19 juin 2013 remplace le dépôt L130107401

En date du 19 juin 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- d'accepter la démission, avec effet au 31 mai 2013, de Monsieur Christian Graf von Strachwitz en qualité d'Administrateur,

- de renouveler les mandats de Monsieur Richard Neal Basire Goddard, de Monsieur Thomas Suter, de Monsieur Harald Hild et de Monsieur Damian Zihlman, en qualité d'Administrateurs, pour une période de six ans jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire devant se tenir en 2018,

- de renouveler le mandat de KPMG, en qualité de Réviseur d'entreprises agréé, pour une période de six ans jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire devant se tenir en 2018.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Quaesta Capital Umbrella SICAV-SIF

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014106047/22.

(140127024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Soho Media Solutions, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 175.593.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103547/10.

(140121873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Syré Zahntechnik S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 42, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 80.794.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103558/10.

(140121883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

VAPC (Lux), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 166.457.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VAPC (Lux), S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014107222/11.

(140127966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Van Der Beek I.T. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6113 Junglinster, 2, rue des Cerises.

R.C.S. Luxembourg B 87.974.

Die verkürzte Bilanz zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2014107221/11.

(140127215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Victoria Beteiligungs- und Finanzgesellschaft S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 88.708.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Signature

LA GERANCE

Référence de publication: 2014107231/12.

(140127855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Thermo Fisher Scientific Chromatography Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 158.486.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014103564/9.

(140122474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Dream GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 163.043.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014107466/10.

(140128996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Dream Luxco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 163.056.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014107467/10.

(140128995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Dundee International (Luxembourg) Investments 11 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stumper.
R.C.S. Luxembourg B 162.473.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Dundee International (Luxembourg) Investments 11 S.à r.l.

Dream Global Advisors Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2014107469/11.

(140128785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Dagen Property Limited S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 27.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 114.204.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DAGEN PROPERTY LIMITED S. à r.l.

P. PARACHE / O. OUDIN

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2014107460/12.

(140128926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Mapfre Warranty S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 57, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 48.779.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014107756/9.

(140128382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Marine Projects (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 54.441.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014107758/9.

(140128586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Lony Finance & Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 143.643.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LONY FINANCE & INVESTMENT S.A.

Référence de publication: 2014107724/10.

(140128557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Mapfre Warranty S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 57, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 48.779.

EXTRAIT

1. Il résulte de l'assemblée générale annuelle tenue le 20 juin 2014 que:

a) le mandat d'administrateur de Monsieur Félix MANSILLA ARCOS, avec adresse professionnelle au 52, Carretera Pozuelo, E-28222 Majadahonda - Madrid, est renouvelé pour une période de six ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020;

b) les mandats d'administrateur de Messieurs Nikos ANTIMISSARIS et Gregorio RODRIGUEZ SANTOS, ayant tous deux adresse professionnelle au 52, Carretera Pozuelo, E-28222 Majadahonda - Madrid, n'étant pas renouvelés, sont nommés nouveaux administrateurs jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020:

- Madame Asunción CARRASCO REIJA, directrice générale, avec adresse professionnelle au 52, Carretera Pozuelo, E-28222 Majadahonda - Madrid,

- Monsieur Sergio RIVERA JIMENEZ, directeur commercial, avec adresse professionnelle au 52, Carretera Pozuelo, E-28222 Majadahonda - Madrid,

c) le mandat de commissaire aux comptes de Madame Sonja HERMES, avec adresse professionnelle à L-1371 Luxembourg, 105, Val Ste Croix, est renouvelé pour une période de six ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

2. Lors de sa réunion en date du 20 juin 2014, le conseil d'administration a décidé de nommer Monsieur Sergio RIVERA JIMENEZ, précité, président du conseil d'administration jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2020, en remplacement de Monsieur Nikos ANTIMISSARIS, précité.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Référence de publication: 2014107757/26.

(140128595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Muse Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 120.601.

Extrait de résolutions circulaires de l'associé unique de la Société adoptées en date du 15 novembre 2013

Changement de gérant B:

L'associé unique accepte la démission de Mr Jason Eaglestone en tant que gérant B de la Société avec effet au 15 novembre 2013.

Mr Sean Jagoe, gérant, né le 9 juin 1951 à Germinston (Afrique du Sud), demeurant professionnellement au 15 Hill Street, Londres W1J 5QT, Royaume Uni, est élu gérant B de la Société à compter du 15 novembre 2013 pour un terme illimité:

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Certifié conforme à l'original

Référence de publication: 2014107751/17.

(140129235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

MGE Miramas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 159.211.

Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 13 juin 2014

1. Monsieur Gary BOND a démissionné de ses mandats de gérant et de président du conseil de gérance.

2. Monsieur Richard Michael LEE, administrateur de sociétés, né à Wallsend upon Tyne (Royaume-Uni), le 14 janvier 1965, demeurant professionnellement à c/o McArthurGlen UK Limited, Nations House, 103 Wigmore Street, W1U 1WH Londres (Royaume-Uni), a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 16 juin 2014

Monsieur Richard Michael LEE a été nommé comme président du conseil de gérance pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Pour extrait sincères et conformes

Pour MGE Miramas S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014107771/18.

(140128684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Moma Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 175.215.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 4 juillet 2014, que l'associé unique de la Société, Logicor Europe Holdings S.à r.l., a transféré la totalité des 500 parts sociales qu'il détenait dans la Société de la manière suivante:

(1) BRE/Europe 7 NQ S.à r.l., Société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 180.314, 500 parts sociales;

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

1. BRE/Europe 7 NQ S.à r.l. 500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014107746/19.

(140128350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Milhem Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 170.895.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de la société tenue à Luxembourg le 11 juillet 2014.

1. Renouvellement du mandat des administrateurs

Les mandats des administrateurs Marc MILHEM, Franck MILHEM, Francina Alewijnse épouse Marc MILHEM et Catherine Aubé épouse Franck MILHEM sont renouvelés jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2014 et se tiendra en 2015.

2. Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes

Le mandat de Monsieur Michaël ZERBIB, sis 6, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2014 et se tiendra en 2015.

Marc MILHEM / Franck MILHEM

Président / Secrétaire

Référence de publication: 2014107780/17.

(140128971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

MGE Vernon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 121.951.

—
Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 13 juin 2014

1. Monsieur Gary BOND a démissionné de ses mandats de gérant et de président du conseil de gérance.

2. Monsieur Richard Michael LEE, administrateur de sociétés, né à Wallsend upon Tyne (Royaume-Uni), le 14 janvier 1965, demeurant professionnellement à c/o McArthurGlen UK Limited, Nations House, 103 Wigmore Street, W1U 1WH Londres (Royaume-Uni), a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 16 juin 2014

Monsieur Richard Michael LEE a été nommé comme président du conseil de gérance pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Pour extrait sincères et conformes

Pour MGE Vernon S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014107772/18.

(140128191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Ashton Arcades S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 122.083.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions des actionnaires en date du 17 juillet 2014 que:

(i) La démission de Monsieur Pierre Metzler, en tant qu'administrateur, avec effet au 18 décembre 2013 a été acceptée.

(ii) Monsieur Noel Minogue, né le 12 décembre 1950 à Clare (Irlande) et résidant professionnellement au 4 Percy Place, Dublin 4, D4 Irlande a été nommé administrateur de la Société avec effet au 1^{er} mai 2014.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

Par conséquent, le conseil d'administration se compose désormais comme suit:

Monsieur David Clarke,

Monsieur Noel Minogue,

Monsieur Marc Chong Kan.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Référence de publication: 2014109148/19.

(140131552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Alpina Real Estate Company III SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 169.802.

—
CLOTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of July.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "Alpina Real Estate Company III SCA (in liquidation)" (the "Company"), a Luxembourg société en commandite par actions, having its registered office at 13, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 169.802, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed by the notary Maître Henri Hellinckx dated 22 June 2012 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") on 9 July 2012 under number 1721 on page 82562. The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended for the last time by a notarial deed of Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated 13 December 2012, published in the Mémorial C on 6 March 2013 under number 546, page 26167. The Company has been put into liquidation by a deed of the undersigned notary dated December 31, 2013.

The Meeting is opened and is presided over by Mrs Arlette Siebenaler, private employee, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Chairman appointed as secretary and the Meeting elects as scrutineer Mrs Annick Braquet, private employee, professionally residing in Luxembourg, together constituting the bureau of the Meeting.

The Chairman declares and the Meeting agrees:

A) that the agenda of the Meeting is the following:

1. To hear the report of the liquidator (the "Liquidator") and the report of the commissaire à la liquidation (the "Commissaire à la Liquidation");
2. To approve the liquidation accounts (the "Liquidation Accounts") and to grant discharge to the Liquidator for the performance of his duties until the date of the present deed (closing of the liquidation);
3. To resolve the closing of the liquidation;
4. To determine the place where the corporate documents of the Company will be deposited and kept during at least five (5) years;
5. To determine the provisions to be taken regarding the amounts and assets belonging to the creditors and/or the shareholders; and
6. Any other business.

B) that all shareholders declare having been informed of the agenda of the Meeting and to waive any and all convening requirements and formalities;

C) that an attendance list showing the names of the shareholders of the Company present or represented and their proxies and the number of their shares and signed by the members of the bureau of the Meeting shall remain attached, together with the proxies of the represented shareholders, to the present minutes;

D) that, as appears from the said attendance list, all the outstanding shares of the Company are represented at the Meeting.

After this having been set forth by the Chairman and approved by the members of the bureau, the Meeting then proceeds to the agenda.

After hearing the report of the Liquidator and the report of the Commissaire à la Liquidation and duly considering each item of the agenda, the Meeting unanimously resolves the following:

First resolution

The Meeting decides to approve the Liquidation Accounts.

The Meeting decides to grant discharge to the Liquidator for the performance of his duties until the date of the present deed (closing of the liquidation).

Second resolution

The Meeting decides to close the liquidation.

Third resolution

The Meeting decides that the corporate documents of the Company will be deposited and kept during at least five (5) years at the offices of Alpina Group at 13, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Fourth resolution

The Meeting decides to pay any amount owed to the creditors of the Company, as provisioned in the Liquidation Accounts; and to distribute the remaining assets (if any) to its shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

Whereof, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, said appearing persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le neuf juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des associés d'Alpina Real Estate Company III S.C.A. (en liquidation) (la «Société»), une société en commandite par actions de droit luxembourgeois ayant son siège social au 13, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 169.802, constituée au Luxembourg par acte notarié de Maître Henri Hellinckx en date du 22 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») le 9 juillet 2012 sous le numéro 1721, page 82562. Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié de Maître Francis Kessler, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 13 décembre 2012, publié au Mémorial C le 6 mars 2013 sous le numéro 546, page 26167. La Société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 31 décembre 2013.

L'Assemblée a été ouverte sous la présidence de Madame Arlette Siebenaler, employée privée, dont l'adresse professionnelle est au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le Président a nommé en tant que Secrétaire et l'Assemblée a élu en tant que scrutateur Madame Solange Wolter, employée privée, dont l'adresse professionnelle est au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le Président déclare et l'Assemblée accepte:

A) que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Entendre le rapport du liquidateur (le «Liquidateur») et le rapport du commissaire à la liquidation (le «Commissaire à la Liquidation»);
2. Approuver les comptes de liquidation (les «Comptes de Liquidation») et accorder décharge au Liquidateur pour l'exécution de son mandat jusqu'à la date du présent acte (clôture de la liquidation);
3. Prononcer la clôture de la liquidation;
4. Définir l'endroit où seront archivés les livres et documents sociaux de la société pour une durée d'au moins cinq (5) ans;
5. Définir les mesures à prendre par rapport aux sommes et actifs appartenant aux créanciers et/ou aux associés; et
6. Divers.

B) que tous les associés déclarent avoir été préalablement informés de l'ordre du jour de l'Assemblée et renoncent aux formalités de convocation;

C) qu'une liste de présence indiquant les associés de la Société présents ou représentés, les procurations et les parts sociales détenues par eux et signée par les membres du bureau de l'Assemblée, restera attachée au présent acte avec les procurations des associés représentés;

D) que, comme l'indique la liste de présence, toutes les parts sociales de la Société sont représentées à l'Assemblée.

Après les déclarations ci-dessus ayant été faites par le Président et approuvées par le bureau, l'Assemblée passe à l'ordre du jour.

Après avoir entendu le rapport du Liquidateur et le rapport du Commissaire à la Liquidation et avoir attentivement délibéré, l'Assemblée, à l'unanimité, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'approuver les Comptes de Liquidation.

L'Assemblée décide d'accorder décharge au Liquidateur pour l'exécution de son mandat jusqu'à la date du présent acte (clôture de la liquidation).

122273

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de prononcer la clôture de la liquidation.

Troisième résolution

L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux de la société seront archivés pour une durée d'au moins cinq (5) ans aux bureaux d'Alpina Group, au 13, rue Aldringen. L-1118 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de payer les sommes dues aux créanciers comme prévu dans les Comptes de Liquidation; et de distribuer des éventuels actifs aux associés proportionnellement à leur participation dans la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Le notaire, soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et anglais, ce dernier faisant foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée au début de ce document.

Le document ayant été lu aux personnes comparantes, connues du notaire par leurs nom, prénom, état civil et demeure, lesdites personnes comparantes ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: A. SIEBENALER, A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 juillet 2014. Relation: LAC/2014/33649. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Référence de publication: 2014109128/131.

(140130607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Silicon Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 188.880.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of the month of July.

Before Maître Cosita Delvaux, notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 7Q S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.323,

represented by Mr Patrick Santer, master at laws, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated on 17 July 2014, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Silicon Investment S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Silicon Investment S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2014.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
BRE/Europe 7Q S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (EUR 1,400).

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 7 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.304,

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am siebzehnten Tag des Monats Juli,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita Delvaux, mit Amtssitz in Redange-sur-Attert, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen,

BRE/Europe 7Q S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxembourg unter der Nummer B 180.323,

hier vertreten durch Herrn Patrick Santer, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt am 17. Juli 2014, welche vorliegender Urkunde beigefügt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Silicon Investment S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Silicon Investment S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des

Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euros (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euros (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme

an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubtem, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen.

Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich

ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2014 enden.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
BRE/Europe 7Q S.à r.l.	500	EUR 12.500
Total	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kostenschätzung

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr vierzehnhundert Euro (EUR 1.400) geschätzt.

Ausserordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 7 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180.304.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschie-nenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deut-schen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. SANTER, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 21 juillet 2014. Relation: RED/2014/1586. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, den 23. Juli 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014109942/452.

(140131579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

"Sardio Investments" S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 188.883.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of July.

Before Us Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

AMR Holdings SPE S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") existings under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, and under process of being registered with Luxembourg Trade and Companies Register (the "Sole Shareholder");

here represented by Mr. Matthieu De Donder, jurist, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy, which, after having been signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above stated, declared that it currently holds all the share issued by Sardio Investments Ltd, a company incorporated under the laws of the Island of the Common-wealth of Bahamas, having its registered office at Suite B, Second Floor, Regent Centre, Freeport, the Bahamas (name of the registered agent being Lex Bahamas Corporate Services Limited), registered with the Bahamas Register of International Business Companies under number 130421 B (the "Company").

The appearing party, represented as above stated, in its capacity of sole shareholder of the Company, then took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder confirms as far as is necessary the decision taken in the Bahamas and approves the decision to transfer the registered office, central administration and effective seat of management of the Company from the Bahamas to the Grand-Duchy of Luxembourg, as from the date hereof, without disruption of legal personality.

A copy of such decision shall remain annexed to the present deed.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves that the Company adopts, for the purposes of the law dated 10th August, 1915 on commercial companies, as amended, the legal form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée).

Third resolution

The Sole Shareholder resolves that the Company adopts the corporate name of "Sardio Investments".

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to accept the Luxembourg nationality arising from the transfer of the registered office, central administration and effective seat of management of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg in accordance with the article 159 of the Luxembourg company law dated August 10, 1915 as amended and that the Company be subject to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as from the date of the present deed.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the financial statements of the Company as of the date hereof; based on generally accepted accountancy principles, it appears from these financial statements that, as of this date, the net asset value of the Company amounts to at least fifty thousand US Dollars (USD 50,000.-).

The said financial statements, after having been signed *ne variatur* by the shareholders present or represented as above mentioned, and by the undersigned notary, shall remain annexed to this deed for registration purposes.

All the assets and all the liabilities of the Company previously of the nationality of the Bahamas, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Luxembourg Company maintained without discontinuance, which will continue to own all the assets and will continue to be bound by all the obligations of the Company previously of the nationality of the Bahamas.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to acknowledge that the articles of association of the Company now read as follows and are thus in conformity with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg:

ARTICLES OF ASSOCIATION

Art. 1. Name and domicile.

1.1. The name or denomination of the Company is: "Sardio Investments"

1.2. The registered office, central administration and effective seat of management of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

1.3. The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the board of managers.

1.4. The Company may have offices and branches in Luxembourg or abroad.

1.5. The registered office may be transferred to any other place in Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholder deliberating in the manner provided for the amendments of the articles of association.

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, as well as the administration, development and management such interests in domestic and foreign entities.

This includes but is not limited to, investment in, acquirement of, disposal of, granting or issuing of preferred equity certificates, whether convertible into shares or not, loans, bonds, notes debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including, but not limited to, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, convertible securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, and obligations (including but not limited to synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities as well as any form of indemnities, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including but not limited to the granting of advances, loans, money deposits and credits as well as the providing of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities, in any kind of form) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same kind of assistance to undertakings which are part of the same group of companies which the Company belongs to or to third parties, provided that doing so falls within the Company's best interest and does not trigger any license requirements.

In general the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation and engage in such other activities as the Company deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of the foregoing.

Notwithstanding the above, the Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity which would be considered as a regulated activity or that would require the Company to have any other license.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Capital and shares.

4.1. - Subscribed Share Capital

4.1.1. The Company has a share capital of fifty thousand US Dollars (USD 50,000.-) represented by fifty thousand (50,000) shares of one US Dollar (USD 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

4.1.2. At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company and each decision of the single shareholder and each contract concluded between the single shareholder and the Company shall have to be established in writing.

4.1.3. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

4.2 - Modification of Share Capital

The general meeting of shareholders of the Company, hereinafter referred to as the 'general meeting' shall be competent to resolve to issue new registered shares and to determine the consideration and further conditions of issue, with due observance of the law and these articles of association. The shares shall be issued by means of a notarial deed.

4.3 - Profit Participation

Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

4.4 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

4.5 - Transfer of Shares

4.5.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

4.5.2 In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred with due observance of all provisions of applicable law.

4.5.3 Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

4.5.4 Transfers of shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it.

4.6 - Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register.

Art. 5. Management.

5.1 - Appointment and Removal

5.1.1 The Company is managed by a sole manager or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The members of the board of managers might be split into two classes, respectively denominated "class A Manager" and "class B Manager".

The manager(s) need not to be shareholder(s).

5.1.2 The manager(s) is/are appointed by the general meeting.

5.1.3 A manager may be suspended or dismissed at any time with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

5.1.4 The sole manager or members of the board of managers, as the case may be, shall not be compensated for his/their services as manager, unless otherwise resolved by the general meeting. The Company shall reimburse any manager

for reasonable expenses incurred in the carrying out of his office, including reasonable travel and living expenses incurred for attending meetings on the board, in case of plurality of managers.

5.2 - Powers

All powers not expressly reserved by law or these articles of association to the general meeting fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

5.3 - Representation and Signatory Power

5.3.1 In dealing with third parties as well as in justice, the sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this Article 5.3 shall have been complied with.

5.3.2 Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of the Company. In case the managers are split into two classes, the Company shall obligatorily be bound by the joint signature of one class A Manager and one class B Manager.

5.3.3 The sole manager or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

5.3.4 The sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

5.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Procedures

5.4.1 The board of managers may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of managers and of the shareholders.

5.4.2 The resolutions of the board of managers shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman and the secretary, or by a notary public, and recorded in the corporate book of the Company.

5.4.3 Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any manager.

5.4.4 The board of managers can discuss or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at the meeting of the board of managers, and if at least one class A Manager and one class B Manager are present or represented.

5.4.5 In case of plurality of managers, resolutions shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting under the condition that at least one class A and one class B Manager vote in favour of the resolutions.

5.4.6 Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

5.4.7 Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

5.5 - Liability of Managers

Any manager assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him in the name of the Company.

Art. 6. General shareholders' meeting.

6.1 The single shareholder assumes all powers conferred to the general meeting.

6.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

6.3 However, resolutions to alter these articles of association, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the law.

6.4 Except for the annual general meeting, which must be convened each year, the holding of general meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 7. Annual general shareholders' meeting.

7.1 Each year an annual general meeting shall be held, in accordance with the law, at the principal office of the Company in Luxembourg, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 1st of the month of June, at 2.30 pm. The term of notice shall be at least twelve days, not counting the date of the notice nor that of the meeting.

If a proposal is made to amend the articles, the literal text of the proposal shall accompany the notice or shall be deposited at the Company's offices for inspection by the shareholders.

7.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, exceptional circumstances so require.

Art. 8. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five, the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with applicable law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Art. 9. Fiscal year - Annual accounts.

9.1 - Fiscal Year

The Company's fiscal year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

9.2 - Annual Accounts

9.2.1 At the end of each fiscal year, the sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

9.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s).

Art. 10. Distribution of profits.

10.1 The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

10.2 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

10.3 The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

10.4 The sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

Art. 11. Dissolution & Liquidation.

11.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

11.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting in accordance with the conditions laid down for amendments to the articles of association.

11.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their remuneration.

Art. 12. Reference to the law. Reference is made to the provisions of applicable the law for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Art. 13. Modification of articles. The Articles may be amended from time to time, and in case of plurality of shareholders, by a decision of the general meeting, subject to the quorum and voting requirements provided by applicable law.

Transitional provision

The Company's first financial year in the Grand-Duchy of Luxembourg shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) of December 2014.

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to fix the registered office, central administration and effective seat of management of the Company at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Eighth resolution

The Sole Shareholder acknowledges, as far as is necessary, the resignation as of this date of Mr. Omar Palacios as manager of the Company.

Ninth resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint or reappoint the following persons as new managers of the Company for an unlimited duration:

Class A Manager

Mr. Bruce D. Wardinski, born in Fort Benning, Georgia, United States of America on 14 April 1960, having its professional address at 3950 University Drive, Suite 301 Fairfax, Virginia 22030, United States of America;

Class B Manager

a. Ms. Karine Ansmant, born in Verdun, (France) on 5 October 1983, having its professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

b. Ms. Valérie Pechon, born in Caracas (Venezuela) on 10 November 1975, having its professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

Tenth resolution

To extent it is necessary, it is confirmed that all the powers are given to the management to perform all the formalities and to effect all the registrations and publications both in the the Bahamas and in Luxembourg for the purpose of the transfer of the statutory seat and the continuation of the company in the Grand-Duchy of Luxembourg.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately SIX THOUSAND SIX HUNDRED EUROS (6,600.- EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the appearing part, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party's proxy holder, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, he has signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinze juillet.

Par devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

AMR Holdings SPE S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois de Luxembourg, ayant siège social à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (l'"Associé Unique");

représentée par Mr. Matthieu De Donder, juriste, avec une adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration qui, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré qu'elle détient actuellement toutes les actions émises par Sardo Investments Ltd, une société établie et régie selon les lois du Bahamas, ayant son siège social à Suite B, Second Floor, Regent Centre, Freeport, Bahamas (le nom du registered agent étant Lex Bahamas Corporate Services Limited), enregistrée auprès du Registre de Commerce International des Sociétés Commerciales des Bahamas sous le numéro 130421 B (la "Société").

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, en sa qualité d'Associé Unique de la Société, a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique confirme dans la mesure du nécessaire la décision prise aux Bahamas et approuve la décision de transférer le siège social, l'administration centrale et le siège de direction effectif de la société des Bahamas au Grand-Duché du Luxembourg, à partir de la date de la présente, sans dissolution et avec continuation de sa personnalité juridique.

Une copie de cette décision restera annexée au présent acte.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide que la Société adoptera aux fins de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses amendements la forme légale d'une société à responsabilité limitée.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide que la Société adoptera la dénomination sociale de "Sardo Investments".

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter la nationalité luxembourgeoise résultant du transfert du siège social, de l'administration centrale et du siège de direction effectif de la société au Grand-Duché de Luxembourg conformément à l'article

159 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et que la société soit soumise aux lois du Grand-Duché de Luxembourg à partir de la date du présent acte.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver à la présente date, les états financiers de la Société, sur la base de principes comptables généralement admis, il ressort de ces états financiers qu'à la date de la présente la valeur nette d'inventaire de la Société s'élève à un montant d'au moins cinquante mille Dollars américains (USD 50.000.-).

Ces états financiers, après avoir été signés ne varientur par l'Associé Unique ou représenté suivant ce qui est indiqué ci-dessus et par le notaire soussigné, resteront annexés au présent acte à des fins d'enregistrement.

Tous actifs et passifs de la Société, précédemment de nationalité des Bahamas, sans exception, restent au profit et à la charge de la Société de nationalité luxembourgeoise, qui continue d'exister et qui continuera à être propriétaire de tous les actifs et débitrice de toutes les charges de la Société précédemment de nationalité des Bahamas.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter les statuts de la Société tels qu'ils sont dressés ci-dessous et qu'ils sont dès lors conformes aux lois du Grand-Duché de Luxembourg:

STATUTS DE LA SOCIETE

Art. 1^{er}. Dénomination et siège social.

1.1. Le nom ou la dénomination de la Société est: "Sardio Investments"

1.2. Le siège social, l'administration centrale et le siège de direction effectif de la Société est établi à Luxembourg-Ville au Grand-Duché de Luxembourg.

1.3. L'adresse du siège social de la Société peut être transférée au sein de la commune par simple décision du conseil de gérance.

1.4. La Société peut avoir des bureaux et des succursales à Luxembourg ou à l'étranger.

1.5. Le siège social de la société peut être transféré à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant selon la manière prévue pour les modifications des statuts.

Art. 2. Objet social. La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations dans des entreprises nationales et étrangères.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission de certificats de capital préférentiels, convertibles ou non en actions, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, actions, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swap, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatifs à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à, ou non contradictoire avec, l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Capital social et actions.

4.1. - Capital social souscrit

4.1.1. La Société a un capital social de cinquante mille dollars américains (USD 50.000.-), représenté par cinquante mille parts sociales (50.000) de un dollar américain (USD 1.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

4.1.2. Au moment où, et aussi longtemps que les parts sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle, et toute décision de l'associé unique, et chaque contrat conclu entre l'associé unique et la Société devra avoir la forme écrite.

4.1.3. En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel toutes les primes payées sur des parts sociales en plus de la valeur nominale seront transférées.

L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour payer les parts sociales que la Société pourrait racheter à des associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

4.2 - Modification du capital social

L'assemblée générale des associés de la Société, ci-après "l'assemblée générale", aura la compétence de décider l'émission de nouvelles parts nominatives et de déterminer la contre-valeur et les autres conditions de l'émission tout en observant les dispositions de la loi et des présents statuts. Les parts sont émises par un acte notarié.

4.3 - Participation au bénéfice

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et des bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

4.4 - Indivisibilité des parts Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, puisque seulement un propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires devront désigner une seule personne pour les représenter auprès de la Société.

4.5 - Transfert de parts sociales

4.5.1 En cas d'un associé unique, les parts de la Société détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

4.5.2 En cas de plusieurs associés, les parts détenues par chaque associé pourront être cédées sous réserve du respect des dispositions de la loi en vigueur.

4.5.3 Les parts ne pourront être cédées inter vivos à des non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

4.5.4 Les cessions de parts sociales devront être enregistrées par acte notarié ou par acte sous seing privé. Les cessions de parts ne seront valables à l'égard de la Société ou de tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation par cette dernière.

4.6 - Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée, et sont inscrites dans le registre des associés.

Art. 5. Administration.

5.1 - Nomination et destitution

5.1.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance.

Les membres du conseil de gérance peuvent être divisés en deux classes, c.à.d. les "gérants de Classe A", respectivement les "gérants de Classe B".

Le ou les gérants n'ont pas besoin d'être des associés.

5.1.2 Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale.

5.1.3 Un gérant pourra être suspendu ou révoqué de ses fonctions à tout moment avec ou sans raison par une résolution de l'assemblée générale.

5.1.4 Le gérant unique ou les membres du conseil de gérance, le cas échéant, n'aura/ n'auront pas d'indemnisation pour ses/leurs services de gérant(s), sauf s'il a été décidé autrement par l'assemblée générale. La Société remboursera à tout gérant toutes les dépenses raisonnables encourues dans l'exécution de sa fonction, y compris les dépenses de voyage raisonnables et les frais de séjour encourus pour assister aux réunions du conseil de gérance en cas de plusieurs gérants.

5.2 - Pouvoirs

Tous pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'administration générale seront de la compétence du gérant unique, ou en cas d'une pluralité de gérants, du conseil de gérance.

5.3 - Représentation et pouvoir de signature

5.3.1 Dans les rapports avec des tiers ainsi qu'avec la justice, le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, a tous les pouvoirs pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et toutes opérations conformément aux objets de la Société et sous condition que les termes de l'Article 5.3 aient été respectés.

5.3.2 Envers des tiers, la Société est engagée par la seule signature du gérant unique, ou en cas de plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux gérants de la Société. S'il y a deux classes de gérants, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un gérant de Classe A et d'un gérant de Classe B.

5.3.3 Le gérant unique, ou en cas de plusieurs gérants, le conseil de gérance, pourra/ pourront sous-déléguer ses/leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs représentants ad hoc.

5.3.4 Le gérant unique, ou en cas de plusieurs gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (le cas échéant) de ce mandataire, la durée de ses fonctions, et toutes autres conditions pertinentes par rapport à son mandat.

5.4 - Président, vice-Président, secrétaire, procédures

5.4.1 Le conseil de gérance peut élire un président et un vice-président parmi ses membres. Il pourra également choisir un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de dresser les procès-verbaux de la réunion du conseil de gérance et de l'assemblée des associés.

5.4.2 Les résolutions du conseil de gérance seront documentées dans des procès-verbaux, à signer par le président et le secrétaire, ou par un notaire, et inscrits dans le registre de la Société.

5.4.3 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président, par le secrétaire, ou par un des gérants.

5.4.4 Le conseil de gérance ne pourra discuter ou agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance, et si au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B est présent ou représenté.

5.4.5 En cas de plusieurs gérants, les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés dans cette réunion du conseil de gérance, sous condition qu'il y ait au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B votant en faveur des décisions.

5.4.6 Les décisions prises par écrit, confirmées et signées par tous les gérants, seront aussi valables que les décisions prises dans les réunions des gérants. Une telle décision pourra être consignée sur un ou plusieurs documents séparés.

5.4.7 Tous les gérants pourront participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou par vidéo conférence ou par tous autres moyens similaires de communication, qui permettent à tous les gérants participant aux réunions de s'entendre. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation personnelle à cette réunion.

5.5 - Responsabilité des gérants

Un gérant ne contracte, à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements qu'il aura valablement pris au nom de la Société.

Art. 6. Assemblée générale des associés.

6.1 L'associé unique assume tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale.

6.2 En cas de pluralité d'associés, chacun d'eux pourra participer aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts qu'il détient. Chaque associé disposera d'un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient. Les décisions collectives ne seront valablement prises que si elles sont adoptées par des associés qui détiennent plus de la moitié du capital social.

6.3 Toutefois, les résolutions destinées à changer les présents statuts, excepté en cas de changement de nationalité, qui exige un vote unanime, ne pourront être adoptées que par la majorité des associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, suivant les dispositions de la loi.

6.4 Sauf pour l'assemblée générale annuelle, qui devra être convoquée chaque année, les assemblées générales ne sont pas obligatoires si le nombre des membres ne dépasse pas vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque membre recevra le texte précis des résolutions ou décisions à adopter et donnera son vote par écrit.

Art. 7. Assemblée générale annuelle des associés.

7.1 Chaque année, une assemblée générale annuelle sera tenue, en conformité avec la loi, à l'adresse de la Société à Luxembourg, ou à tel autre endroit au Luxembourg qui pourra être indiqué dans la convocation, le 1^{er} jour du mois de juin à 14.30 heures. Le délai de préavis sera au moins de douze jours, sans compter la date du préavis ni celle de l'assemblée même.

En cas de proposition d'amendement des statuts, le texte littéral de la proposition devra être annexé à la convocation ou déposé dans les bureaux de la Société pour que les associés puissent en prendre connaissance.

7.2 Si ce jour n'est pas un jour bancaire ouvrable au Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour bancaire ouvrable qui suivra. L'assemblée générale annuelle pourra être tenue à l'étranger si suivant le jugement absolu et final du gérant unique, ou en cas de plusieurs gérants, du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Art. 8. Audit. Si le nombre des associés dépasse vingt-cinq, les transactions de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes selon la loi en vigueur; ils n'ont pas besoin d'être des associés. En cas de plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires agiront en tant que collège et formeront le comité des commissaires aux comptes.

Art. 9. Année fiscale - comptes annuels.

9.1 - Année fiscale

L'année fiscale de la Société débute chaque année au 1^{er} janvier et se termine au 31 décembre.

9.2 - Comptes annuels

9.2.1 A la fin de chaque année fiscale, le gérant unique, ou en cas de plusieurs gérants, le conseil de gérance, établit un inventaire, y compris une indication sur la valeur des actifs et des passifs de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes, dans lequel les dotations aux amortissements nécessaires sont à indiquer.

9.2.2 Chaque associé, que ce soit personnellement ou par un mandataire, pourra prendre connaissance de l'inventaire, du bilan, du compte de profits et de pertes au siège de la Société, et suivant le cas, du rapport du ou des commissaires aux comptes.

Art. 10. Distribution des bénéfices.

10.1 Le bénéfice brut de la Société tel que contenu dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, des amortissements et des dépenses, représente le bénéfice net.

10.2 Un montant égal à cinq pourcent (5%) du bénéfice net de la Société sera attribué à la réserve légale jusqu'à ce que, et aussi longtemps que le montant de cette réserve s'élève à un montant de dix pourcent (10%) du capital social de la Société.

10.3 Le solde des bénéfices nets pourra être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de sa/leur participation dans le capital de la Société.

10.4 Le gérant unique, ou en cas de plusieurs gérants, le conseil de gérance est autorisé à payer des dividendes intérimaires pour autant que des comptes intérimaires ont été établis et que ces comptes intérimaires montrent que la Société a suffisamment de fonds disponibles pour une telle distribution.

Art. 11. Dissolution - Liquidation.

11.1 Le décès, l'interdiction, l'insolvabilité ou la faillite d'un associé unique ou d'un des associés ne pourra entraîner la dissolution de la Société.

11.2 Sauf en cas de dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société pourra se faire uniquement suivant une décision de l'assemblée générale prise suivant les conditions déterminées pour les amendements des statuts.

11.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation se fera par une ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être des associés, et qui seront désignés par les associés, qui détermineront leur rémunération.

Art. 12. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présentes, il faudra se référer aux dispositions légales en vigueur.

Art. 13. Modification des statuts. Les statuts pourront être modifiés périodiquement, et en cas d'une pluralité d'associés, par une décision de l'assemblée générale sous réserve des conditions de quorum et de vote prévues par la loi en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société au Grand-Duché de Luxembourg commence à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2014.

Septième résolution

L'Associé Unique décide de fixer le siège social, l'administration centrale et le siège de direction effectif de la Société au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Huitième résolution

Pour autant que de besoin, l'Associé unique prend connaissance de la démission, à la date de la présente, de Mr. Omar Palacios en tant que gérant de la Société.

Neuvième résolution

L'Associé Unique décide de nommer ou de renommer les personnes suivantes aux fonctions de gérants de la Société pour une durée illimitée:

Gérant de Classe A

Mr. Bruce D. Wardinski, né à Fort Benning, Georgia, Etats-Unis d'Amérique, le 14 Avril 1960, ayant son adresse professionnelle à 3950 University Drive, Suite 301 Fairfax, Virginia 22030;

Gérant de Classe B

a. Mme. Karine Ansmant, née à Verdun, (France) le 5 octobre 1983, ayant son adresse professionnelle à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de Classe B;

b. Mme. Valérie Pechon, née à Caracas (Venezuela) le 10 novembre 1975, ayant son adresse professionnelle à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de Classe B.

Dixième résolution

Pour autant que de besoin, il est confirmé que tous pouvoirs sont donnés à la gérance pour exécuter toutes les formalités requises ainsi que l'enregistrement et la publication aussi bien aux Bahamas qu'au Grand-Duché de Luxembourg, en vue du transfert du siège social statutaire et de la continuation de la Société au Grand-Duché de Luxembourg.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte, sont estimés approximativement à SIX MILLE SIX CENTS EUROS (6.600.- EUR).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par la présente que sur demande des comparants le présent acte a été dressé en langue anglaise, suivi d'une traduction en langue française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom, état civil et demeure, ce mandataire a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: De Donder, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 16 juillet 2014. Relation: LAC/2014/33407. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014109932/527.

(140131679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Treeforlife S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 187.887.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux juillet.

Pardevant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Madame Monique KEMP, indépendante, née à Differdange le 31 mai 1969, demeurant à L-1724 Luxembourg, 11A, Boulevard Prince Henri,

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société Treeforlife, S.à r.l., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 11A, Boulevard Prince Henri, a été constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 10 juin 2014, en cours de publication au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations («la Société»). Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors;

- que le capital social de la Société s'élève actuellement à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, entièrement libérées;

- que Madame Monique KEMP, précitée, est seule propriétaire de toutes les parts sociales et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, en sa qualité d'associée unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'associée unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société n'a cessé;

- l'associée unique est investie de l'entière responsabilité de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière responsabilité du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée à la gérante de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1724 Luxembourg, 11A, Boulevard Prince Henri.

122292

Frais.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à sept cents euros (EUR 700.-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Kemp, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 23 juillet 2014. Relation: LAC/2014/34644. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2014114537/46.

(140133230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Span, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 60.000,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 19, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 139.245.

Il résulte du contrat de parts sociales signés en du 11 juin 2013, que Pluridevelopment S.à r.l. ayant son siège au 19 Avenue de la Gare L-1021 Luxembourg a acquis:

- deux cent quarante cinq (245) parts sociales dans la société Span S.à r.l. que détenait Monsieur Patrice Deyglun.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2013.

Référence de publication: 2014103550/13.

(140121865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Cicrazy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 1, place d'Argent.

R.C.S. Luxembourg B 188.722.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth of June.

Before us Maître Carlo WERSANDT notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Mrs. Virginie KINET, company director, residing in B-5081 Saint-Denis, 20, rue Surtia (Belgium).

Such appearing person has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company:

Art. 1. Formation. There is formed a joint stock company ("the Company") organized under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg ("the Laws") and by the present articles of association ("the Articles").

Art. 2. Name. The Company will exist under the name of "CICRAZY S.A."

Art. 3. Registered office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred (i) to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the manager or in case of plurality of managers by the Board of Directors and (ii) to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the manager or as the case may be by the Board of Directors.

In the event that, in the view of the director or as the case may be the Board of Directors, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, shall remain a company governed by the Laws. Such temporary measures shall be taken and notified to any interested parties by the director or as the case may be the Board of Directors.

Art. 4. Object. The object of the Company is the acquisition, the worldwide exploitation, the disposal by sale, exchange or in any other manners, the granting by means of licensing or by any other legally admissible means of all intellectual property and industrial rights (including but not limited to manufacturer and trademark rights, patents, copyrights and related rights, industrial designs and models, plans, secret formulas or processes, domain names and software) as well as the use or the right to use industrial, commercial or scientific equipment and the adoption of any appropriate measure in order to protect these rights.

The Company may hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

The Company may enter into the following transactions:

- to conclude and/ or to get facilities in any form, and to proceed to the issuance of bonds and debentures;
- to advance, lend, deposit funds and/ or grant facility to its subsidiaries and/ or to companies in which the Company has direct or indirect interest, even not substantial, and/ or to companies belonging at the same group of companies than the Company (“the Affiliated Company(ies)”);

For the purpose of this article, a company is considered as belonging at the same group of companies than the Company whether this company, directly or indirectly, holds, controls, is controlled by or is under common control with the Company, as ultimate holder, trustee, guardian or other fiduciary agent.

A company shall be considered as controlling another company whether it holds, directly or indirectly, the whole or a substantial part of the whole share capital of the company or it has the disposal of the authority to run or to orient the management and the politics of the other company by way of the detention of shares enabling to exert the right of vote by agreements or otherwise.

- to grant any guarantee, pledge or other form of security agreement, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the Company’s property assets (presents or futures), or by these two methods cumulatively, for the execution of any agreement or obligation of the Company or of Affiliated Companies and to render any assistance to the Affiliated Companies within the limits authorized by Luxembourg law, being understood that the Company will not enter into any transaction which could cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

The Company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public.

The Company may moreover establish branches abroad and may, through such branches, carry out any financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with the corporate object of the Company provided that no offers relating to such activity are made and that no measures with respect to the promotion or exercise of such activity are carried out on the territory of the Grand-Duchy of Luxembourg.

The Company may conduct all real estate transactions, such as buying, selling, development and management of real estate.

The Company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 5. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 6. Issued and authorized share capital.

6.1 Issued share capital

The issued share capital of the Company is set at sixty-five thousand euros (65,000,- EUR) divided into one hundred and thirty (130) shares with a nominal value of five hundred euros (500,- EUR) each and entirely paid in.

6.2 Authorized share capital

The authorized share capital of the Company is set at three million euros (3,000,000,- EUR) divided into six thousand (6,000) ordinary shares with a nominal value of five hundred Euros (500,- EUR) each.

6.3 Alterations of share capital

6.3.1 All shares in the share capital of the Company (each a Share) shall be issued by the Company as fully paid-up with the rights and obligations set out in these Articles.

6.3.2 Notwithstanding any other provision of this Article 5.3, no Shares may be issued by the Company if such issue would result in the issued share capital of the Company exceeding the authorized share capital of the Company as set out in Article 5.2.

6.3.3 Within the limits of the authorized capital set out in Article 5.2, the Board is authorized and empowered to realize any increase of the share capital from time to time and may be subscribed and shares issued with or without issue premium and paid up by contribution in kind or cash or in any other way to be determined by the Board of Directors.

6.3.4. The Board of Directors is specifically authorized to proceed to such issues without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe to the capital being issued.

6.3.5 Such authorizations will expire on the fifth anniversary of the publication of the present deed in the Luxembourg official gazette (Mémorial C) and can be renewed in accordance with the applicable legal provisions.

6.3.6 The Board is authorized to do all things necessary to amend Article 5 of the present Articles in order to record the change of the issued share capital and authorized share capital following any increase pursuant to the present article. The Board is empowered to take or authorize the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the 1915 Law. Furthermore, the Board may delegate to any duly authorized director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares or to do all things necessary to amend article 5 of the present Articles in order to record the change of share capital following any increase pursuant to the present article.

6.4 Redeemable shares

Subject to the provisions of the 1915 Law (and article 49-8 in particular), Shares may be issued on terms that they are to be redeemed at the option of the Company, provided that the Shareholders have in general meeting approved the terms, conditions and manner of redemption of any such Shares. In this case, the Articles shall specify that such Shares are redeemable shares in accordance with the provisions of the 1915 Law.

Art. 7. Share premium and assimilated premiums. All share premium, if any, paid to the Company shall be at all times freely distributable by the Company provided that the applicable legal conditions are met (in particular, but not limited to the share premium constituting distributable amounts in accordance with law). Where a share premium is provided for, the amount thereof must be paid up in full.

In addition to the share capital, a share premium account to which shall be transferred any premium paid on any share in addition to its nominal value as well as assimilated premiums accounts to the extent permitted by the Laws may be set up.

Amongst the assimilated premiums, the Board of Directors is authorized to collect the contributions in net equity not remunerated by shares from the existing shareholder(s) of the Company ("Capital Contribution").

The allocation of the share premium and assimilated premiums accounts may, inter alia, be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses or to make distributions to the shareholder(s) or to allocate funds to the Legal Reserve.

Art. 8. Ownership of shares. The Company shall recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Art. 9. Form of shares. The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by law.

In presence of registered shares, a register of shareholders shall be kept at the registered office of the Company.

Such register shall set forth the name of each shareholder, its residence, the number of shares held by it, the amounts paid in on each such share, the transfer of shares and the date of such transfers.

Art. 10. Composition of the Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of three members at least, who need not be shareholders themselves.

However, if the Company is set up by a sole shareholder or, if it is recorded at a general meeting of shareholders that the Company has a sole shareholder, the composition of the Board of Directors can be limited to one member until the next ordinary general meeting following the recording of the existence of more than a shareholder.

The director(s) shall be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate which may not exceed six years, respectively they are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

Art. 11. Power of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Laws or by the Articles to the general meeting of shareholder(s) fall within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the board, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the board shall determine.

Art. 12. Representation. The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole director or in case the Board of Directors is composed of three members or more by the joint signatures of any two directors.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Board of Directors, but only within the limits of such special power.

Art. 13. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors appoints from among its members a chairman and may appoint a secretary who need not be a director himself responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors.

The Board of Directors will meet upon call by the chairman or by any two (2) of its members, at the place and at the time indicated in the notice of meeting.

No such notice is required if all members of the Board of Directors are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting.

Notice of a meeting may also be waived by a director, either before or after a meeting, whether in original, by fax or e-mail.

Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board of Directors.

The chairman will preside at all meetings of the Board of Directors, except that in his absence the Board of Directors may appoint another member of the Board of Directors as chairman pro tempore by majority vote of the directors present or represented at such meeting.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another manager as his proxy.

Any member of the Board of Directors may represent one or more other members of the Board of Directors.

One or more directors may participate in a meeting by conference call, visioconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other.

Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

In addition, a written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held.

Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several directors.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the directors holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

Art. 14. Management fees and expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the director(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the director(s) in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of interest. If any of the directors of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such director shall disclose such personal interest to the other director(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole director it suffices that the transactions between the Company and its director, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the director or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm.

Art. 16. Liability of the director(s). The director(s) assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made in the name of the Company.

Art. 17. Auditor(s). Except where according to the Laws the financial statements must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation are supervised by one or more auditors who need not be shareholder(s) themselves.

The independent auditor(s) and the auditor(s) will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate, respectively they are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the independent auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause.

Art. 18. Shareholder(s). The shareholder(s) shall have such powers as are vested with them pursuant to the Laws and the Articles.

The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Art. 19. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the on the third Tuesday of May at 11.00 a.m.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Art. 20. General meetings. Resolutions of the shareholder(s) are passed in a general meeting held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand-Duchy of Luxembourg upon issuance of a convening notice in compliance with the Laws and the Articles, by the Board of Directors, subsidiarily, by the auditor(s) or, more subsidiarily, by shareholder(s) representing at least ten per cent (10%) of the share capital.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting.

A shareholder may act at any general meeting by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

One or more shareholders may participate in a general meeting by conference call, videoconferencing or any other similar means of communication enabling the several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the general meeting for the purpose of the quorum and majority requirements.

Each share entitles to one vote.

At any general meeting other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, resolutions shall be adopted irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast, each share entitling to one vote.

At any general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, the quorum shall be at least half (1/2) of the share capital and resolutions shall be adopted by shareholders representing at least two thirds (2/3) of the votes cast.

If such quorum is not reached at the first meeting, the shareholders may be convened a second time and resolutions shall be adopted without quorum requirement by shareholders representing at least two thirds (2/3) of the votes cast.

Art. 21. Financial year. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year.

Art. 22. Financial statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board of Directors draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws for submission to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may inspect these financial documents at the registered office.

Art. 23. Legal reserve. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of general expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the annual net profit.

From the annual net profit, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve in the respect of article 72 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies (as amended) ("the Legal Reserve").

That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

Art. 24. Allocation of the profits. After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve, by carrying them forward to the next following financial year or by distributing them, as the case may be with carried forward profits and distributable reserves to the shareholder(s).

The shareholders upon a decision of a general meeting of shareholders may decide to distribute a dividend provided always that the amount to be distributed may not exceed the amount of the net profits of the last financial year increased by the carried forward profits and sums drawn from reserves available for this purpose, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles.

The Board of Directors may decide to distribute an interim dividend on the basis of a statement of accounts prepared by them showing that sufficient funds are available for distribution provided always that the amount to be distributed by way of interim dividend may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles.

The auditor(s) or the independent auditor(s) in their report to the Board of Directors shall verify whether the conditions for the distribution of the interim dividend have been satisfied.

In the event of a dividend or interim dividend declaration, each share of the Company entitles to the same proportion in the distributed amount.

The share premium and assimilated premiums accounts may be distributed to the shareholders upon a decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth above.

The dividends, interim dividends or the distributions of share premium and assimilated premiums declared in cash may be paid in any currency selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend, interim dividend or share premium and assimilated premiums funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a Share during five (5) years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share and shall revert to the Company. No interest shall be paid on dividends, interim dividends or distributions of share premium and assimilated premiums declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

Art. 25. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

At the time of winding up, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all known and unknown assets and liabilities of the Company.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s).

The liquidator(s) may proceed with the distribution of liquidation down payments subject to keep sufficient provision for payment of the outstanding debts.

Art. 26. Incorporated Provisions. Reference is made to the provisions of the Laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (as amended), for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Transitory dispositions

By exception, the first financial year starts on the date of incorporation and ends on December 31st, 2014.

The first annual general meeting shall be held in the year 2015.

Subscription and payment

The Articles of the Company thus having been established, the one hundred and thirty (130) shares have been subscribed by the sole shareholder, Mrs. Virginie KINET, prenamed, and paid up to the extent of one hundred percent (100%) by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of sixty-five thousand euros (65,000,- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who state it expressly.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10th, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand two hundred Euros.

Extraordinary general meeting Decisions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing person, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1. The number of directors is fixed at three and the number of the statutory auditor at one.

2. Are appointed as directors:

- Mrs Virginie KINET, company director, born on 09 July 1976 in Namur (Belgium) and residing in B-5081 Saint-Denis, 20, rue Surtia;

- Mr. Pierre THOLL, company director, born on 16 June 1952 in Clervaux (Grand-Duchy of Luxembourg) and residing professionally in L-1413 Luxembourg, 1, place Dargent;

- The joint stock company SOMATEC SA having its registered office at L-1413 Luxembourg, 1, place Dargent (Grand-Duchy of Luxembourg) (RCS Luxembourg B 93940) which will be duly represented by Mr. Pierre THOLL as permanent representative

3. Has been appointed statutory as auditor:

- The joint stock company Compliance & Control, having its registered office at -2212 Luxembourg, 6, place de Nancy (Grand-Duchy of Luxembourg) (RCS Luxembourg B 172.482

4. The address of the Company is set at 1413 Luxembourg, 1, place Dargent (Grand-Duchy of Luxembourg).

5. The term of office of the directors and of the statutory auditor shall be of six years and shall end at the annual general meeting of shareholders to be held in the year 2019, unless otherwise decided by a shareholders meeting.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing person, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the said appearing person has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq juin.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Madame Virginie KINET, administrateur de sociétés, demeurant à B-5081 Saint-Denis, 20, rue Surtia.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société anonyme ("la Société") régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg ("les Lois") et par les présents statuts ("les Statuts").

Art. 2. Dénomination. La Société a comme dénomination "CICRAZY S.A."

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré (i) à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration et (ii) à tout autre endroit au Grand-duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision du Conseil d'Administration.

Dans l'hypothèse où l'administrateur unique ou le cas échéant le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'administrateur unique ou le cas échéant le Conseil d'Administration.

Art. 4. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, l'exploitation mondiale, l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière, la concession par le biais de licence ou par toute autre moyen légalement admissible de tous droits de propriété intellectuelle et industrielle (y compris mais sans limitation les marques de fabrique et de commerce, brevets, droits d'auteur et droits voisins, dessins et modèles industriels, plans, formules ou procédés secrets, noms de domaine et les logiciels) ainsi que l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et prendre toutes mesures utiles à la protection de ces droits.

La Société peut procéder à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La Société peut également, être engagée dans les opérations suivantes:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit, et procéder à l'émission d'obligations;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société ("la Société(s) Apparenté(es)");

Aux fins des présentes, une société est considérée comme appartenant au même groupe de sociétés que la Société, si cette société, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Société, que ce soit comme détenteur ultime, trustee ou gardien ou autre fiduciaire.

Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées et d'apporter toute assistance aux Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise; il est entendu que la Société n'effectuera aucune opération qui pourrait l'amener à être engagées dans des activités pouvant être considérées comme une activité bancaire.

La Société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public.

La Société peut établir des succursales à l'étranger et peut, par ces succursales, effectuer toutes opérations financières, industrielles ou commerciales, liées directement ou indirectement à l'objet de la Société, à condition qu'aucune offre en relation avec cette activité soit faite et qu'aucune mesure par rapport à la promotion ou l'exercice de cette activité soit effectuée sur le territoire du Grand-duché de Luxembourg.

La Société peut également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

La Société peut, d'une façon générale, prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Capital social et Capital autorisé.

6.1 Capital social émis

Le capital social souscrit de la Société est fixé à soixante-cinq mille euros (65.000,- EUR), représenté par cent trente (130) actions ordinaires d'une valeur nominale de cinq cents euros (500,- EUR) chacune, entièrement libérées et des droits et obligations tels que prévus par les Statuts.

6.2 Capital Social Autorisé

La Société dispose d'un capital social autorisé de trois millions d'euros (3.000.000,- EUR) divisé en six mille (6.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale de cinq cents euros (500,- EUR) chacune.

6.3 Modifications du capital social

6.3.1. Toutes les actions de la Société (individuellement une Action) seront émises par la Société entièrement libérées avec les droits et obligations figurant aux présents Statuts.

6.3.2. Nonobstant toute autre disposition du présent article 5.3. aucune Action ne peut être émise par la Société qui aurait pour effet que le capital social émis de la Société dépasse le montant du capital autorisé de la Société tel qu'il est défini à l'article 5.2.

6.3.3 Dans les limites du capital social autorisé défini à l'article 5.2, le Conseil est autorisé à et reçoit le pouvoir de réaliser toute augmentation en une ou plusieurs tranches, qui peuvent être souscrites et les actions émises, avec ou sans prime d'émission, et libérées par apport en nature ou en numéraire ou par tout autre moyen déterminé par le Conseil d'Administration.

6.3.4 Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à ces émissions sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre

6.3.5. Cette autorisation expirera au cinquième anniversaire de la publication du présent acte dans le journal officiel du Luxembourg (le Mémorial C) et pourra être renouvelée en conformité avec les dispositions légales applicables.

6.3.6. Le Conseil est autorisé à faire tout ce qu'il sera nécessaire pour modifier l'article 5 des présents Statuts afin de constater la modification du capital social émis et du capital social autorisé à la suite d'une augmentation réalisée sur base du présent article. Le Conseil est autorisé à faire ou à autoriser tous les actes requis pour l'exécution et la publication d'une telle modification en accord avec la Loi de 1915. Par ailleurs, le Conseil peut déléguer à n'importe quel administrateur ou dirigeant de la Société ou à tout autre personne, le pouvoir d'accepter les souscriptions et de recevoir paiement pour les actions ou de faire tout ce qu'il sera nécessaire pour modifier l'article 5 des présents Statuts afin de constater la modification du capital social à la suite d'une augmentation réalisée sur base du présent article.

6.4 Actions rachetables

Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 (et de l'article 49-8 en particulier), les Actions peuvent être émises en précisant les termes auxquels elles sont rachetables à l'option de la Société, à condition que les Actionnaires en assemblée générale aient approuvé les termes et les conditions et la manière du rachat de ces Actions. Dans ce cas, les Statuts doivent préciser que ces actions sont rachetables conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

Art. 7. Prime d'émission et primes assimilées. Toute prime d'émission, le cas échéant, payée à la Société doit être à tout moment librement distribuable par la Société, à condition que les conditions légales applicables soient remplies (en particulier, mais pas seulement, celles limitées à la prime d'émission constituant un montant distribuable conformément à la loi). Lorsqu'une prime d'émission est prévue, le montant de celle-ci doit être intégralement versé.

En outre du capital social, un compte prime d'émission dans lequel seront transférées toutes les primes payées sur les actions en plus de la valeur nominale ainsi que des comptes primes assimilées dans la mesure permise par les Lois peuvent être établis.

Parmi les comptes primes assimilées, le Conseil d'Administration est autorisé à recueillir les apports en capitaux propres non rémunérés par des titres des actionnaire(s) existants de la Société ("Capital Contribution").

L'affectation des comptes prime d'émission et primes assimilées peut être utilisée, entre autre, pour régler le prix des actions que la Société a rachetées à ses actionnaire(s), pour compenser toute perte nette réalisée, pour des distributions au(x) actionnaire(s) ou pour affecter des fonds à la Réserve Légale.

Art. 8. Propriété des actions. La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par Action. S'il y a plusieurs propriétaires par Action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 9. Forme des actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

En présence d'actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société.

Ledit registre énoncera le nom de chaque actionnaire, sa résidence, le nombre d'actions détenues par lui, les montants libérés sur chacune des actions, le transfert d'actions et les dates de tels transferts.

Art. 10. Composition du Conseil d'Administration. La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateur(s) seront nommés par les actionnaire(s), qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six années, respectivement ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des actionnaire(s).

Art. 11. Pouvoir du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés en vertu des Lois ou des Statuts au(x) actionnaire(s) relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, actionnaires ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera.

Art. 12. Représentation. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers soit par la signature individuelle de l'administrateur unique soit si le Conseil d'Administration est composé de trois membres ou plus par la signature conjointe de deux administrateurs.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil de d'Administration nommera parmi ses membres un président et pourra nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même administrateur responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil d'Administration.

Le Conseil de d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres, au lieu et date indiqués dans la convocation.

Si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés à une réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Un administrateur peut également renoncer à sa convocation à une réunion, soit avant soit après la réunion, par écrit en original, par fax ou par e-mail.

Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour les réunions qui sont tenues aux lieux et date indiqués dans un agenda de réunions adopté à l'avance par le Conseil de d'Administration.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre administrateur comme son mandataire.

Tout membre du Conseil d'Administration peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil d'Administration.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres.

Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En outre, une décision écrite, signée par tous les administrateurs, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue.

Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs administrateurs.

Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des administrateurs en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Art. 14. Rémunération et débours. Sous réserve de l'approbation des actionnaire(s), les administrateur(s) peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflit d'intérêts. Si un ou plusieurs administrateurs ont ou pourraient avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, cet administrateur devra en aviser les autres administrateur(s) et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans le cas d'un administrateur unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est administrateur, collaborateur, membre, actionnaire, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise.

Art. 16. Responsabilité des administrateurs(s). Les administrateurs n'engagent, dans l'exercice de leurs fonctions, pas leur responsabilité personnelle lorsqu'ils prennent des engagements au nom et pour le compte de la Société.

Art. 17. Commissaire(s) aux comptes. Hormis lorsque conformément aux Lois les comptes sociaux doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière peuvent être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes actionnaire(s).

Les réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) et les commissaire(s) aux comptes seront nommés par les actionnaire(s) qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, respectivement leur mandat peut être renouvelé et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associé(s) sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises indépendant ne peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves.

Art. 18. Actionnaire(s). Les actionnaires exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Lois et les Statuts.

Si la Société ne compte qu'un seul actionnaire, celui-ci exerce les pouvoirs prémentionnés conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 19. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le dernier vendredi du mois de mai à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 20. Assemblées générales. Les décisions des actionnaire(s) sont prises en assemblée générale tenue au siège social ou à tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg sur convocation conformément aux conditions fixées par les Lois et les Statuts du Conseil d'Administration, subsidiairement, des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des actionnaire(s) représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tous les actionnaires sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale.

Un actionnaire peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même actionnaire.

Un ou plusieurs actionnaires peuvent prendre part à une assemblée générale par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Ce ou ces actionnaires sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité à l'assemblée.

Chaque action donne droit à un vote.

Lors de toute assemblée générale autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les actionnaires à la majorité simple, indépendamment du nombre d'actions représentées, chaque action donnant droit à un vote.

Lors de toute assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié (1/2) du capital social et les résolutions seront adoptées par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Si ce quorum n'est pas atteint, les actionnaires peuvent être convoqués à une seconde assemblée générale et les résolutions seront alors adoptées sans condition de quorum par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et s'achève le trente et un décembre de chaque année.

Art. 22. Comptes sociaux. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des éléments de l'actif et du passif, le bilan ainsi que le compte de résultats conformément aux Lois afin de les soumettre aux actionnaire(s) pour approbation.

Tout actionnaire ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social.

Art. 23. Réserve légale. L'excédent favorable du compte de résultats, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale («la Réserve Légale») dans le respect de l'article 72 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 24. Affectations des bénéfices. Après affectation à la Réserve Légale, les actionnaire(s) décident de l'affectation du solde du bénéfice net par versement de la totalité ou d'une partie du solde à un compte de réserve, en le reportant à nouveau ou en le distribuant le cas échéant avec les bénéfices reportés et les réserves distribuables aux actionnaire(s).

Les actionnaires par décision prise en assemblée générale des actionnaires, peuvent décider de distribuer un dividende étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent jamais excéder le montant des bénéfices nets du dernière exercice clos augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectuées sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve en vertu des Lois ou des Statuts.

Le Conseil d'Administration peut décider de distribuer un acompte sur dividende sur base d'un état comptable préparé par eux duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer en tant qu'acompte sur dividende ne peuvent jamais excéder le montant total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectuées sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve en vertu des Lois ou des Statuts.

Les réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) ou les commissaire(s) aux comptes dans leur rapport au Conseil d'Administration vérifieront si les conditions pour la distribution d'un acompte sur dividende ont été remplies.

En cas de déclaration d'un dividende ou d'un acompte sur dividende, chaque action donne droit à une même proportion dans le montant distribué.

La prime d'émission et les primes assimilées peuvent être distribuées aux actionnaires par décision prise en assemblée générale des actionnaires conformément aux dispositions établies ci-avant.

Les dividendes, les acomptes sur dividendes ou les distributions de la prime d'émission et des primes assimilées déclarés en numéraire peuvent être payés en toutes devises choisies par le Conseil d'Administration et pourront être payés en temps et lieu qu'il appartiendra de déterminer par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration, peut décider du cours de change applicable à la conversion des dividendes, des acomptes sur dividendes ou des distributions de la

primes d'émission et des primes assimilées en la devise de leur paiement. Un dividende déclaré mais non payé sur une Action pendant cinq (5) ans, ne pourra par la suite plus être réclamé par le propriétaire d'une telle Action, de sorte qu'il sera perdu pour celui-ci, et sera acquis à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes, les acomptes sur dividendes ou les distributions de la prime d'émission et des primes assimilées déclarés et non réclamés qui seront détenus par la Société pour le compte des détenteurs d'Actions.

Art. 25. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Au moment de la dissolution, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaire(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un actionnaire unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le produit net de liquidation sera réparti entre les actionnaire(s).

Les liquidateur(s) peuvent procéder à la distribution d'acomptes sur produit de liquidation sous réserve de provisions suffisantes pour payer les dettes impayées à la date de la distribution

Art. 26. Disposition finale. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Dispositions transitoires

Par exception, le premier exercice social commence le jour de la constitution et s'achève le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cent trente (130) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, Madame Virginie KINET, prénommée et libérées à concurrence de cent pour cent (100%) par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de soixante-cinq mille euros (65.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de mille deux cents euros.

Assemblée générale des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Le comparant pré-mentionné, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - Madame Virginie KINET, administrateur de sociétés, née le 06 juillet 1976 à Namur (Belgique), demeurant à B-5081 Saint-Denis 20 rue Surtia;
 - Monsieur Pierre THOLL, administrateur de sociétés, né le 16 juin 1952 à Clervaux (Grand-Duché de Luxembourg) et demeurant professionnellement à L-1413 Luxembourg 1 place Dargent;
 - La société anonyme SOMATEC S.A. avec siège social à L-1413 Luxembourg, 1, place Dargent (Grand- Duché de Luxembourg) (RCS Luxembourg B93940) ayant pour représentant permanent Monsieur Pierre THOLL.
3. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:
 - La société anonyme Compliance & Control, avec siège social à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy (Grand-Duché de Luxembourg) (RCS B172 482).
4. L'adresse de la Société est fixée à L-1413 Luxembourg, 1 Place Dargent (Grand-Duché de Luxembourg).
5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six ans et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2019, sauf si une assemblée générale des actionnaires en décide autrement.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et qui parle anglais, constate par les présentes, qu'à la requête de la comparante, le présent procès-verbal est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la requête de cette même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la comparante, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. KINET, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1 juillet 2014. LAC/2014/30128. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Tom BENNING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105623/644.

(140126085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Design Carrelages S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4384 Ehlerange, Z.A.R.E. Ouest.

R.C.S. Luxembourg B 101.603.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014105658/10.

(140126504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

ASM Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 119.379.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014107343/12.

(140128861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

C5 Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Jean-Pierre Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 171.345.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société tenue en date du 7 juillet 2014

En date du 7 juillet 2014, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société a pris la résolution de renouveler le mandat de Grant Thornton Lux Audit S.A., en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui se tiendra en l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2013.

C5 Partners S.C.A.

Signature

Référence de publication: 2014105638/15.

(140126647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.
